

Notes de lecture 20

Janvier 2014

Les « Notes de lecture » sont une publication apériodique.

Si la gauche savait

Michel Rocard

Entretien avec Georges-Marc Benamou

éditions Robert Laffont

375 pages

(notes de lecture de J-P Allétru)

Cet ouvrage date de 2005. C'est le hasard qui me l'a mis entre les mains : je l'ai trouvé sur le trottoir, à Montrouge. Merci au généreux donateur (au passage, la pratique de déposer à l'intention des passants des objets dont on ne veut plus, y compris des livres, se répand de plus en plus, et c'est une bonne chose : c'est une façon de donner une nouvelle vie à ces objets).

Ce livre retrace l'itinéraire politique de Michel Rocard, et il a gardé toute son actualité.

A l'heure du « néolibéralisme pourrissant » (pour reprendre l'expression de Thomas Coutrot), où de nombreuses forces de gauche ne se reconnaissent pas dans la politique sociale-libérale menée par le gouvernement « socialiste » et sont à la recherche d'un débouché politique (et où par exemple Pierre Larrouturou, qui a coécrit avec Michel Rocard « la gauche n'a plus droit à l'erreur », janvier 2013, lance un mouvement politique, « Nouvelle Donne »), il est intéressant de voir racontés par l'un des plus importants acteurs de la vie politique de notre pays la fin de la SFIO, la naissance du PSU, et les débats de quarante ans au sein du PS. Et peut-être de faire certains rapprochements avec la période (d'attente de reconfiguration politique ?) que nous vivons...

Le texte ci-dessous reprend (en condensé, mais fidèlement, je l'espère) celui de Michel Rocard, mais le lecteur ainsi « appâté » trouvera bien sûr le plus grand profit à lire l'original, beaucoup plus vivant, complet et détaillé...JPA.

Aux origines

Je ne suis pas né à gauche : famille de petite bourgeoisie militaire, catho comme pas possible. Mon père a brisé la tradition, a choisi Normale sup au lieu de Polytechnique, et a épousé une protestante.

Mon père était un savant illustre. Il a manqué de peu le prix Nobel. Il a fait de la Résistance, et pas seulement en laboratoire. J'avais pour ce père qui ne me parlait pas, qui me prenait pour un demeuré, et qui toute sa vie a cru que j'étais un raté, une admiration sans bornes.

En 1947, à dix-sept ans, dépassé par la compétition en hypotaube à Louis-le-Grand, je profite d'une absence de mes parents pour aller m'inscrire à Sciences -Po. Mon père me coupe les vivres, et m'embauche au tarif syndical comme tourneur-fraiseur dans les laboratoires de l'Ecole normale supérieure...

Le contremaître, un ancien des Brigades internationales en Espagne, a fait mon éducation politique.

Un autre élément a aussi beaucoup compté dans cette construction d'un homme de gauche : **le scoutisme, le protestantisme**. J'ai été scout durant quatorze ans, dont six ans d'exercice de responsabilités. Mais je me suis peu à peu éloigné. En 1955, je n'avais plus la foi.

Enthousiasmé pour cette **Europe** nouvelle en train de naître, je participe à une réunion à Strasbourg sur ce thème ; se trouvent là des démocrates-chrétiens, et des socialistes, qui me proposent de les rejoindre à la SFIO. « Comment ? Guy Mollet ! Ce parti pourri ! Un syndicat de défense de vieux fonctionnaires...Le scandale des vins, la guerre d'Indochine...Ça va pas la tête ? – Alors t'as vraiment envie d'être communiste ? On est **à la SFIO pour la réformer de l'intérieur...** » C'est sur ces arguments que je suis entré un peu plus tard aux Etudiants socialistes.

Je découvre une organisation microscopique. La SFIO est encore au gouvernement, elle est un parti de masse ; mais il n'y a aux Etudiants socialistes que 350 adhérents, dont 50 à Paris, parmi lesquels une dizaine à Sciences-Po. Les Etudiants socialistes, c'était une reproduction endogamique et clientéliste des élites du parti. Un océan de médiocrité ! Ce qui fait que je ne décampe pas, à l'époque, c'est le groupe des Etudiants socialistes de Sciences-Po.

Nous faisons des **conférences-débats** sur tous les sujets du temps : l'Indochine, Mendès-France, l'Europe... Il m'avait fallu créer une structure différente pour attirer du monde, les Cercles d'études politiques et sociales. Y venait souvent un camarade de promotion, **Jacques Chirac**, jovial, généreux, pas trop compliqué... il n'a pas adhéré à la SFIO : « vous êtes beaucoup trop à droite pour moi... ». Cela crée des liens... Beaucoup plus tard, en 1988, lorsque de sa transmission de pouvoir de Premier ministre, il m'a dit : « Méfie-toi de Mitterrand, c'est quand il te sourit qu'il a le poignard le plus prêt de ton dos... Il n'y a jamais moyen de savoir ce qu'il veut. »

A Sciences-Po, je suis arrivé à obtenir qu'on s'intéresse à l'action de l'**UNEF**. Une coalition droitière la gouvernait, avec la complicité de la SFIO (qui voulait la défendre contre le « péril rouge » et contre le « péril noir » - les chrétiens). **Le Pen**, déjà d'extrême droite, était le président de la puissante Corpo de droit, qui ne jouait pas de rôle dans la vie de la fac, et laissait les étudiants à l'écart de tout. Quand je deviens secrétaire du groupe de Paris des ES, on décide qu'il ne doit pas être réélu. C'est ainsi qu'est né le Comité d'action syndicale, dit Cas, de la faculté de droit du Panthéon, regroupant des socialistes, des communistes et des membres du groupe catho. Une assemblée générale des étudiants de la corpo de droit se tient en décembre 1951, Le Pen a fait venir soixante gars gantés de cuir, des coups-de-poing américains dans les mains (on saura plus tard qu'il s'agit du service d'ordre corse de Paris). Il fait traîner les débats. Quand vient mon tour de prendre la parole, un des costauds se tient derrière moi, deux autres de chaque côté. Tout-à-coup, panne d'électricité... Je parle sans interruption, la lumière revient au bout de vingt minutes. On vote : CAS, 343 voix, association corporative, 333 voix ! Le Pen demande qu'on recompte, moi, fair-play, j'accepte. On tombe curieusement sur 333 voix contre 333. Ils ont volé dix bulletins. Au troisième dépouillement, ils en ont volé trois de plus. Le Pen a gagné. Nous obtiendrons l'annulation de ces élections par un tribunal civil, et, l'année suivante, je vais réussir à le louer, moi, le service d'ordre corse.

Ma formation politique se poursuit par la lecture de Kravtchenko, Koestler, Marx, Proudhon. Et **Jaurès**.

Oui, Jaurès est un père fondateur de la « deuxième gauche » : c'est un laïque éclairé, un tolérant, l'un des inspirateurs de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat ; il s'est battu, contre Guesde, pour que les socialistes se mêlent de l'affaire Dreyfus ; lançant l'idée de coopérative ouvrière pour sauver la verrerie d'Albi, il a inventé l'économie sociale, que je vais développer et consolider lors de mon passage à Matignon ; à l'inverse des tenants du pacifisme absolu- cette tradition irréaliste et si dangereuse-, il s'est intéressé à la chose militaire ; il a été un travailleur infatigable pour la paix. C'est dans les années Sciences-Po que j'ai découvert **la mauvaise « exception française » de ma famille politique**.

Premier handicap du parti français : il a été créé en 1905, c'est-à-dire après la victoire du mouvement démocratique. La part d'« affectio-militantisme » née de l'immense combat

républicain n'a pas profité aux socialistes français comme elle a profité aux socialistes européens, cela nous a privés de centaines de milliers de militants qui, sous la III^e République, sont allés au Parti radical, ou nulle part.

Notre deuxième handicap, c'est le divorce d'avec le monde syndical. En 1905, l'Internationale sociale-démocrate, agacée des divisions parmi les socialistes, donne raison à Guesde le marxiste contre Jaurès. Il lui fallait étouffer les relents proudhoniens et travaillistes présents dans la gauche française. Pour Guesde, c'est à la direction du parti qu'incombe la tâche de fixer la ligne générale du combat ouvrier, que doivent relayer syndicats, mutuelles, coopératives, mouvements de jeunesse et associations diverses. Au vu de cette orientation, c'est toute la CGT qui explose de colère et passe, unanime, à l'anarchie syndicaliste. La charte d'Amiens (1906) est une excommunication des politiques supposés incompetents et « bourgeois ». Conséquence : tout militant syndiqué a été dissuadé d'adhérer au Parti socialiste. Il ne s'en est jamais remis. C'est pourquoi il n'est pas et n'a jamais été une social-démocratie, au sens historique et sociologique que le terme a en Europe centrale et du Nord. Le Parti socialiste français restera un petit parti qui, tout au long de son histoire, va se limiter à rassembler quiconque a envie d'être conseiller municipal, ou plus, et quelques curieux.

Génération guerre d'Algérie

Ma rencontre avec Victor Fay est l'une des clés de mon orientation. Quand j'ai pris la direction nationale des Etudiants socialistes SFIO, je lui ai demandé d'assurer la formation des militants. Juif polonais, membre du parti de Rosa Luxembourg, Fay avait dix-sept ans quand celle-ci a été exécutée. Il avait quitté le parti communiste dans les années 1930 pour adhérer à la SFIO ; il en était devenu l'animateur de l'aile gauche. Nous nous réunissions, depuis octobre 1955, une fois par semaine, entre une quinzaine de participants.

Lorsqu'en 1956 Guy Mollet nomme Robert Lacoste « proconsul » d'Algérie, Victor Fay prédit : « Tout ça va faire une catastrophe. Je connais Lacoste, petit bourgeois nationaliste, totalement inculte. Il voudra défendre les petits Blancs d'Algérie. Il en oubliera l'existence d'un peuple arabe parce que son horizon mental est ainsi fait. Il ne pourra éviter de concéder les pouvoirs civils, impossibles à exercer, aux militaires et ce sera l'horreur absolue... »

Les propos de Fay m'ont servi de boussole. Je savais que le socialisme démocratique était ma famille, mais je comprenais aussi, vu l'état de la SFIO, que cette tradition était fragile. Les socialistes français avaient eu leur « première mort », au moment du congrès de Tours, quand la majorité du parti avait choisi le marxisme-léninisme. Ensuite, il y a eu la dérive fasciste d'une bonne part de la mouvance SFIO, qui, avec notamment Marcel Déat, avaient servi Vichy et la Collaboration. Et voilà que, sous le gouvernement Mollet, **la SFIO allait se fracasser sur la guerre d'Algérie : « troisième mort »...**

L'échec effroyable de la répression en Algérie, l'effondrement de la IV^e République et l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle vont effacer le parti de la vie politique pour treize ans. Il restera à peine 50 000 militants, pour moitié conseillers municipaux, et d'une moyenne d'âge frisant les 60 ans. Coma prolongé jusqu'au réveil dû à François Mitterrand.

Fin 1956, la Fédération nationale des Etudiants socialistes organise à la Mutualité une série de meetings contre la guerre d'Algérie. Nous entrons dans l'indiscipline ouverte. Ça barde, au sein de la vieille SFIO. Guy Mollet dissout les Etudiants socialistes. Une minorité interne se structure, début 1957. Un Comité de coordination de la lutte contre la guerre d'Algérie est créé, présidé par Edouard Depreux.

La scission se produit en septembre 1958 : sur le refus de la politique de Guy Mollet en Algérie, mais aussi sur le fait que Guy Mollet est allé chercher de Gaulle à Colombey et qu'il est entré dans son premier gouvernement (l'image de de Gaulle est alors celle d'un général factieux qui prend le

pouvoir sur un coup d'Etat). Depreux, Savary, Verdier, ..., créent le **PSA**. Avec mon successeur aux Etudiants socialistes, je m'inscris au PSA.

Avec mes camarades énarques, nous étions en Algérie, et nous publiions une lettre mensuelle aux officiers. On y sortait des informations sur les exactions, le vrai rapport de forces sur le terrain, tout ce qu'on savait sur les tortures et les bavures, tout cela dans le respect absolu des règles de déontologie du service public de l'armée. Dans le même esprit, j'avais fait deux ans auparavant un rapport pour dénoncer le scandale des « camps de regroupement » (où les populations musulmanes étaient parquées par l'armée sous le prétexte de les protéger des exactions du FLN).

Plus tard, en 1960, je me suis vivement opposé à l'insoumission prônée par Sartre et Janson (*Manifeste des 121*), irresponsables (de jeunes naïfs pouvait gâcher leur vie pour suivre l'injonction d'un texte signé par M. Sartre ; notre combat, ce devait être de faire bouger la politique française et l'armée française).

Mitterrand, Rocard : qui a commencé ?

Mendès France a adhéré au PSA au printemps 1959. François Mitterrand demande à adhérer, une écrasante majorité (Bérégoz, Mendès, Poperen, ...) le refuse (car il est resté ministre-et dans quelles conditions- dans le gouvernement Mollet pendant la guerre d'Algérie, et il sort de l'affaire de l'Observatoire), et charge Savary de l'en informer (moi aussi, j'étais contre, mais au PSA je n'avais aucune fonction ; cependant, par la suite, Mitterrand m'a fait porter le chapeau du refus de son adhésion, qui l'avait humilié).

Le PSA entre dans des négociations avec d'autres structures : Tribune du communisme (dont les trois dirigeants étaient d'anciens du PC : François Furet, Serge Mallet, Jean Poperen), l'UGS (fusion de ce qui restait de la Jeune République-héritière du Sillon créé dans les années 1930 par Marc Sangnier, et du MLP, issu de l'Action catholique ouvrière), qui incorporait des cathos de choc, purement ouvriers. Il en résultera le **PSU** (parti socialiste unifié).

Lors du congrès de 1962, trois motions principales sont en présence : Savary, qui, la guerre d'Algérie terminée, veut que l'allié prioritaire ne reste pas le PC, mais redevienne la SFIO (il fera 10 %) ; Poperen, tenant d'un certain archaïsme de gauche, mélange de populisme jusqu'au-boutiste et de radicalisme irréaliste (25 %) ; et Martinet, que je rejoins, de même que François Furet et Serge Mallet.

Le PSU, c'est alors 12 000 membres, un député. L'opposition entre trois motions va faire des dégâts : les effectifs tombent à 6000.

La SFIO était décadente : 60 000 adhérents, dont la moitié était des conseillers municipaux dont la moyenne d'âge dépassait les 60 ans. Dans pas mal de têtes, et notamment dans la mienne, il y avait l'idée qu'une OPA était possible.

A la Convention des institutions républicaines de Mitterrand, ils n'étaient que 300, et, au club Jean Moulin, 150.

1965 : l'année de l'élection présidentielle. L'opération « Monsieur X », opération marketing lancée par JJSS et le club Jean-Moulin pour présenter Gaston Defferre, s'effondre, par impossibilité de réconcilier les anciens MRP avec la SFIO. Mendès France, que je tente de convaincre de se présenter, recule, par refus de la constitution. Daniel Meyer se récuse. Mitterrand annonce sa candidature. Le PSU va se couper en deux, entre partisans (Martinet) et adversaires (Heurgon) de cette candidature. Je fais voter un amendement en faveur du soutien, mais en annonçant une campagne autonome (mais Mitterrand a pensé que je l'avais desservi...). Nous avons moins de

conflits avec Mitterrand lui-même qu'avec la « vieille gauche ». Et à l'occasion de l'élection présidentielle, il y a un réveil militant.

En lançant, fin 1965, la **FGDS** (fédération de la gauche démocrate et socialiste), Mitterrand accepte des statuts étonnants : il y a une direction commune et un président, François Mitterrand, mais dans chacune des composantes –SFIO, Parti radical, Convention des institutions républicaines, Club Jean-Moulin), chacun reste chez soi. Mitterrand laisse ainsi le pouvoir effectif à Guy Mollet. C'est pourquoi je ne suis pas favorable à ce que nous y adhérons.

1966 sera marquée par le Colloque de Grenoble, autour de Mendès-France. Nous tentions de faire émerger quelque chose de nouveau. On parle notamment de **planification**, de **politique monétaire keynésienne**, de **transformation interne de la gestion des entreprises**.

Dans la foulée, je publie une plaquette, « décoloniser la province », qui ouvre un large débat. En 1981, François Mitterrand introduira la **décentralisation** dans ses 110 propositions.

En 1967, sur proposition de Marc Heurgon, je deviens secrétaire national du PSU. A l'issue des législatives, nous avons quatre députés.

Mai 68 en coulisses, et ses suites

Quand Mai 68 prend son essor, nous sommes portés par la vague. Certes, nous ne faisons pas la vague. Mais nous l'avons vue avant les autres.

La grande force de Mai 68, c'est d'avoir été pacifique.

Grèves avec occupation d'usines... Des membres du PSU sont dans le coup, nos ouvriers cathos...

Les ouvriers de l'usine d'aluminium de Saint-Jean-de-Maurienne –où j'avais fait mon stage d'entreprise- la mettent en autogestion.

Le 13 mai, il y a eu le très beau défilé République-Denfert-Rochereau, où était réuni l'ensemble des syndicats sauf la CFTC ; la CGT, la CFDT, le PCF et le PSU venaient apporter leur soutien à l'UNEF.

Charléty. A la manif du 24 mai, malgré notre accord avec la Préfecture de police, la police bloque le passage, puis charge. Sauvageot veut une manif de protestation. Je m'y oppose « tu les veux, tes morts ? ». Au bureau national du PSU, convoqué dans la nuit, j'obtiens que la manif soit décommandée. A la place, avec Krivine et Geismar, on organisera un meeting au stade Charléty. J'essaie en vain de convaincre Mendès-France d'y prendre la parole. Pour préparer le meeting, le bureau national du PSU se réunit, avec des invités : Mendès-France, Sauvageot, Martinet, André Barjonet, chef syndicaliste CGT démissionnaire, Robert Cottave (Force Ouvrière), Edmond Maire (de la fédération chimie de la CFDT, qui le premier a utilisé le mot « autogestion » pour exprimer un projet de société). Je conjure Mendès d'assumer le relais du mouvement vers la politique institutionnelle. Réponse : « Je ne le sens pas ». Edmond Maire : « Pendant que nous sommes là, ça délibère à Grenelle. Ils vont signer demain matin. Demain après-midi, il y aura de l'essence dans les pompes. Le mouvement est mort cette nuit ». Du coup, à Charléty, nous avons le sentiment d'un enterrement ; n'interviennent que des syndicalistes, avec la présence muette de Mendès-France.

Le lendemain, Mendès se dit « prêt à assurer le gouvernement de la France ». Et 24 heures après, Mitterrand fait sa déclaration.

Le 30 mai, de Gaulle reprend la main en annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale.

Le PC, la FGDS n'attendaient que ça. La gauche va à la bataille en ordre dispersé. Mendès-France, qui, en désaccord avec moi sur ce point, aurait souhaité des accords électoraux, démissionne du PSU. On sera tous écrasés, y compris lui.

Le mouvement étudiant du PSU, sous l'influence d'Emmanuel Terray et d'Alain Badiou, est tenté par la violence populaire ; il y a là un danger mortel (il y avait des délires du même type en Allemagne avec la bande à Baader, et en Italie avec les Brigades rouges). Je monte pour eux un séminaire de formation, et restabilise ainsi une partie du mouvement étudiant. Je n'ai jamais été complexé par le gauchisme des intellectuels.

En **1969**, Savary, qui a rejoint la SFIO, en devient le premier secrétaire. La SFIO devient « Nouveau parti socialiste ».

De Gaulle annonce un référendum sur la régionalisation. C'est un choc pour moi, et un cas de conscience. Voilà mon grand thème, récusé par la gauche et que la droite n'avait même pas examiné, adopté par de Gaulle, lui-même ! Mais pour éviter une nouvelle forme d'isolement du PSU, je fais voter « non » (*les lecteurs intéressés liront, dans les pages consacrées au congrès de Dijon, comment la décision a été prise, et comment, de façon « guère éthique », il en convient, Michel Rocard s'est débarrassé de l'encombrant Marc Heurgon*).

De Gaulle perd le référendum, démissionne. A la SFIO, pour l'élection présidentielle, le candidat Defferre est investi, contre Savary. Au PSU, pas question de soutenir Defferre, j'accepte d'être candidat. Je sollicite le soutien de Mendès, il a « une autre idée en tête » : il va accepter le ticket avec Defferre. Je rencontre Mitterrand, nous avons une conversation exquise, il me donne de judicieux conseils (par exemple : « méfiez-vous de la télévision »). Je fais 3,66 % des voix.

Et je suis élu député lors d'une élection partielle, contre l'ancien Premier ministre Couve de Murville.

Mais je me trouve affaibli dans mon propre parti (qui avait la sociologie actuelle des Verts ou des altermondialistes, la frustration de l'après-Mai 68 en plus). En 1971, au congrès du PSU, j'ai été hué pour avoir dit : la France bouge, ce qui vient de se passer à Epinay *la création du PS, avec Mitterrand à sa tête* pourrait bien être très important ».

Quand la mécanique du **Programme commun (PS-PC)** a été lancée, je suis allé voir Marchais : « Pas question, on ne veut pas de toi là-dedans. » Mitterrand nous a soutenus loyalement, mais à cause de l'opposition du PC, il n'a pas pu nous intégrer.

Le programme commun de 1972 est un océan d'étatisme césarien centralisateur ; il va en sortir des nuées de nationalisations qui vont mettre le pays à genoux [*Michel Rocard précise, plus loin, sur quoi porte sa critique des nationalisations*].

J'aurais pu réussir, et peut-être mieux que Mitterrand, ou avant lui, si je n'avais pas perdu du temps à mal digérer Mai 68. J'aurais été contre Mitterrand, dans la bataille d'Epinay, qui a été si serrée pour lui.

Au PS

1974. Mort de Pompidou. Le surlendemain, lors d'un meeting prévu de longue date, je lance un appel à une candidature Mitterrand. Attali m'informe quelques jours plus tard que Mitterrand va être candidat, et qu'il est son chef d'état-major de campagne, il demande mon aide, je lui dis oui. Le bureau national du PSU le prend mal et me met en congé du parti. Je suis chargé de rédiger, sous l'autorité d'Attali, la partie financière du programme.

Je convaincs Mitterrand de réunir les « **assises du socialisme** », pour rassembler ceux qui ont soutenu sa candidature : le PS, le PSU, et la « troisième composante » (militants de la CFDT, avec Jacques Chérèque). Au congrès du PSU, je suis minoritaire (40% contre 60 %). Il n'y avait rien à faire avec une population aussi anarchiste, aussi symbolisante, aussi inculte sur les réalités du monde, aussi étrangère à l'entreprise. Ce goût du discours excessif, du pathos lyrique... Ce rejet de ce qui est progressif... Le PSU s'est dissous quelques années plus tard... Au PS, ils étaient 100 000,

je suis arrivé avec 2 200 personnes, soit 2 % des effectifs ; Sans plus tard, au congrès de Metz, je ferai 24 % du parti.

De 1974 à 1979, nous (les Rocardiens) avons été canonnés à bout portant. Nous étions les parias de la « deuxième gauche ». Mitterrand a transformé le PS en jungle. Nous avons décidé de nous organiser en « courant » en **1977**.

Pendant les discussions sur l'actualisation du programme commun, le PC a tout fait pour briser l'union de la gauche et faire échouer Mitterrand. Sur les nationalisations (secteur dont j'étais chargé, en tant que secrétaire national au secteur public, j'ai fait valoir que pour Saint-Gobain, par exemple, il suffisait d'acheter dans le public 13 % des actions pour devenir majoritaires, alors que si on voulait 100 %, cela coûtait dix fois plus cher... Fiterman (PC) a exigé des nationalisations à 100 %, Mitterrand lui a donné raison. Le lendemain j'ai renoncé, je suis parti en vacances et j'ai laissé ça à Attali. Ma signature n'est donc pas engagée dans les irresponsabilités de la gauche. Quand on voit des tentations droitières derrière mon souci de rigueur économique, je considère la critique comme une perfidie mensongère.

Mauroy réclamait plus de démocratie dans le parti. C'est ce qui l'a conduit à signer avec moi une contribution au congrès de Metz, en **1979**. Où j'ai été, comme l'a dit Bérégovoy, « politiquement battu mais intellectuellement gagnant »...

Au gouvernement

Au soir du 10 mai **1981**, j'étais inquiet. Moins de 1 % du personnel directeur du PS avait une idée claire de ce qu'était une balance des paiements. Leur inculture économique me terrifiait.

Mitterrand me nomme ministre d'Etat (une médaille) chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire (un placard).

Le budget de 1982 était en augmentation de 27 % par rapport à celui de 1981. Déficit record !

Première dévaluation à l'automne 1981 (qui sera suivie de deux autres, en 1982 et 1983).

En décembre **1982**, Mitterrand me nomme ministre de l'agriculture. Un vrai ministère, où je suis heureux, parce que je fais, parce que je réussis. J'établis la paix scolaire (entre enseignement public et enseignement privé) dans le secteur agricole.

1984. Fabius est nommé Premier ministre. Je suis scandalisé par cette prime attribuée à la fidélité cynique. Je reste à l'Agriculture où je termine la tâche commencée (établir la paix scolaire dans le secteur agricole, le modèle servira pour l'enseignement général- les accords Lang-Cloupet). Je démissionne en **1985**, en désaccord avec le choix fait par Mitterrand pour les élections de **1986** de la proportionnelle intégrale –ce qui allait porter à la Chambre des élus du Front National. (*La gauche perdra ces élections, Chirac sera premier ministre*).

1988. Le lendemain de sa réélection, Mitterrand me nomme premier ministre (*la scène qui décrit cet épisode est stupéfiante. Procurez-vous le livre ! Note JPA*).

Mes plus grandes satisfactions comme Premier ministre : la négociation de la Nouvelle Calédonie ; le RMI ; la CSG ; le Livre blanc sur les retraites ; la réforme des services spéciaux... Je suis fier de mon bilan à Matignon.

(*La scène qui décrit le limogeage de Rocard, en 1991, est elle aussi d'une brutalité inouïe...*).

Suite et fin

Après la débâcle électorale de **1993**, le PS entre en coma prolongé. Fabius est écarté, et je deviens, sans majorité, président de la direction provisoire du parti. L'avenir montrera que c'était une erreur. Je voudrais que le PS adhère plus formellement au « réformisme de gauche » : on ne plaisante plus

avec l'économie, on ne prend pas de risque avec le budget de l'Etat ; on est sérieux et on est moral. Empêché par la conjonction des archaïsmes, je ne réussis pas à faire la réforme des statuts que je souhaitais (élire à la majorité –et non plus à la proportionnelle –tous les chefs de parti et les premiers fédéraux, ...).

Je me préparais à l'élection présidentielle de 1995 en réfléchissant à une alternative à la défunte Union de la gauche, aux futures alliances du PS. Il fallait un programme qui tienne compte de l'interrogation écologique, bien sûr, mais qui soit imaginatif dans la gestion sociale, rigoureux dans la gestion économique, et véritablement décentralisé dans sa pratique du pouvoir.

Premier secrétaire du PS, ma candidature aux élections européennes de **1994** allait de soi. Tapie a bénéficié en sous-main du soutien de Mitterrand. Du coup, je me suis fait ratatiner. Et je démissionne du PS, espérant une nouvelle investiture. Mais Emmanuelli me fait tomber et prend la tête du parti.

Arrivé au pouvoir en **1997**, Jospin a dit : « je fais ce que je dis et je dis ce que je fais », ce n'est pas rien, c'est déjà du rocardisme. Mais il est resté beaucoup trop étatiste sur les 35 heures [*j'ai au contraire le souvenir de longues négociations avec les partenaires sociaux. Note JPA*]. Il a tout de même fait quelques grandes lois sociales comme la CMU, quelques grandes avancées sur le plan des mœurs : le pacs et l'acceptation sociétale des homosexuels, la parité pour les femmes... Mais il n'a jamais parlé de politique étrangère ni d'Europe.

Or, dans ce monde fou où on ne comprend rien, la prime électorale va à celui qui explique.

J'ai été effondré par le « non » des Français au référendum sur la constitution européenne. Ce vote mettait un coup d'arrêt vigoureux à la marche en avant de cette construction européenne qui depuis un demi-siècle, n'avait cessé de progresser, même si c'était à petits pas. Je craignais que le détricotage de cet édifice fragile ne commence. Cela n'a pas manqué, tout est arrêté, depuis. Même si elle est bien imparfaite, l'Europe –et notamment l'euro- est le seul instrument de défense dont nous disposons devant l'imperium économique américain.

L'endettement international des Etats-Unis dépasse maintenant 600 milliards de dollars. L'économie des Etats-Unis est de plus en plus spéculative : il y a une bulle immobilière aggravée d'une bulle du crédit hypothécaire. Tout cela ne peut rester stable bien longtemps. Un tsunami financier est possible à terme proche. Ce ne peut qu'être terrible (*cela a été écrit en 2005. Bien vu !*).

Il faut que l'Europe définisse et défende un large système de services publics et de protection sociale. Là est la bataille centrale des socialistes en Europe aujourd'hui, et je pense que nous pouvons la gagner dans les dix ans qui viennent.

[La lecture de cet ouvrage, par ailleurs passionnant, parce qu'il éclaire des décennies de notre vie politique, donne hélas une très mauvaise image du monde politique, vu comme un panier de crabes... On regrettera que Rocard ne dise pas un mot sur les inégalités, ni sur les dégâts provoqués par l'ultralibéralisme, ni, sauf de façon très incidente, sur les questions écologiques... JPA]

Courrier des lecteurs

(Réactions aux notes de lecture n° 19, sur l'ouvrage de Gérard Chaliand, « vers un nouvel ordre du monde »)

Pierre C. C'est le commentaire final (entre crochets) que je retiens. Le reste est une resucée des théories néo-libérales. Restreindre les dépenses publiques, c'est cautionner le cercle infernal de l'austérité, au nom de la réduction des déficits, sans remettre en cause la légitimité de la dette.

T. V. Au vu des notes de lecture, ma sensation est celle d'une vision très étriquée de l'avenir. L'auteur ne semble pas porter le débat sur l'urgence climatique et sur la pénurie de ressources qui vont jeter le monde dans le chaos et l'affrontement d'ici une trentaine d'années. La place de l'Europe, en fait on s'en fout, parce que c'est le monde qu'on doit intégrer pour arriver à une gouvernance mondiale capable de prendre des décisions à l'échelle de la planète et d'imposer la mutualisation des ressources pour réaliser au plus vite la transition énergétique, sans laquelle notre monde va certainement périr, tout comme celui des mayas, face à un siècle de sécheresse et pour imposer le partage des ressources. Si on ne fait rien, c'est la Chine, forte de sa démographie et de sa puissance militaire qui va asservir le monde, comme elle a commencé à le faire en colonisant l'Afrique.

La seule solution face à la Chine, c'est de lui laisser toute sa place, et de peser pour son développement intérieur afin d'y favoriser la démocratie, seul moyen à terme de résoudre la menace que constituent son nationalisme égoïste et son fonctionnement centralisé.